21me Année. — N° 4817 Bureaux : rue Nain, 1 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES Bureaux : rue Nain, 1 Jeudi 14 Juin 1877

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 12.50
» » Six mois. . . 25.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LEGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne. . . . 20 c.
Réclames : » . . . . 30 c.
Faits divers : » . . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

BOURSE DE PARIS

(Service gouvernemental)

12 Juin

3 0/0.	70 00
4 1/2.	99 00
Emprunts (5 0/0).	104 80

13 Juin

3 0/0	69 55
4 1/2.	98 10
Emprunts (5 0/0).	104 25

13 JUIN.

Service particulier du Journal de Roubaix.

Actions	Banque de France	3030 00
»	Socié. géné. détache	000 00
»	Crédit foncier de France	613 00
»	Chemins autrichiens	457 00
»	Lyon	993 00
»	Est	600 00
»	Ouest	655 00
»	Nord	1280 00
»	Midi	772 00
»	Suez	663 00
6 0/0	Péruvien	»» 0/0
Actions	Banque ottomane (ancienne)	000 00
»	Banque ottomane (nouvelle)	342 00
Londres court		25 20 0/0
Crédit Mobilier		128 00
Turc		8 55

DEPÊCHES COMMERCIALES

New-York, 13 juin.

Change sur Londres, 4,88 0/0; change sur Paris,5,13 0/0.
Valeur de l'or 104 1/2.
Café good fair, (la livre 19 3/8)
Café good Cargoes, (la livre) 20 1/8.
Marché inanime.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Cie. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

HAvre, 13 juin.

Ventes 1.000 balles. bonne demande, très-raide,

Liverpool, 13 juin.

12,000 balles, marché ferme,

Manchester, 13 juin.

Marché actif.

New-York, 13 juin.

11 5/8
Recettes de 4 jours 6,000 balles.

ROUBAIX 13 JUIN 1877.

Bulletin du jour

Les feuilles allemandes et anglaises continuent plus que jamais à affirmer que la guerre entre la Russie et la Turquie sera localisée, que le Czar se contentera d'une seule victoire sur le Danube et que la paix suivra immédiatement. Nous faisons des vœux pour que toutes ces prévisions se réalisent au pied de la lettre; mais, malgré notre vif désir d'être convaincu, nous avouons que les affirmations banales des optimistes ne suffisent pas pour nous faire croire à la réalisation de ce programme invraisemblable. Nous persistons à considérer la situation extérieure comme étant très-grave et nous croyons qu'il faut être aveugle pour ne pas voir le danger que court en ce moment la paix de l'Europe.

On parle de paix prochaine, alors que la guerre est à peine engagée. Les hostilités ne commenceront sérieusement qu'après le passage du Danube par l'armée russe. Ce passage est imminent; le Czar a tout intérêt à activer la marche en avant, car son armée ne peut rester sur les bords du Danube sans être décimée par des fièvres pernicieuses, résultat naturel de l'action de la chaleur sur des terrains marécageux et malsains. L'armée russe va donc franchir le Danube aujourd'hui, demain ou dans huit jours, peu importe !

Quand le passage sera effectué sur dix ou vingt points différents, les deux armées ennemies qui sont échelonnées tout le long du fleuve depuis Widin jusqu'à Galatz, opéreront immédiatement un mouvement de concentration, et une grande bataille sera livrée, soit qu'elle ait lieu près de Roustchouk, ou près de Nicopolis. Si les Turcs sont victorieux, la lutte sera terrible, et peut-être les Russes devront-ils sur plusieurs points repasser le Danube revenir à la charge après avoir reçu des renforts plus considérables; mais il faudrait être par trop optimiste pour croire qu'un échec engagerait le Czar à abandonner son projet et à faire la paix. Ce serait mal connaître le caractère russe en général, et celui de l'empereur Alexandre en particulier. Un échec des armées moscovites donnerait à la guerre des proportions telles que les optimistes seraient eux-mêmes forcés de perdre leurs dernières illusions. La lutte deviendrait une véritable guerre d'extermination.

Dans l'hypothèse plus probable où les Russes seraient victorieux dans la première bataille, il est vraisemblable que les forces turques se replieront sur les lignes de défense naturelles des Balkans, dont les passages seront défendus à outrance, pour empêcher l'armée russe d'entrer en Roumélie et de marcher sur Constantinople.

Une victoire des Russes les rend à peu près maîtres de la Bulgarie, dont l'administration est déjà organisée par le grand-duc Nicolas.

L'espérance des Anglais est que le Czar victorieux, maître de la Bulgarie, ne franchira pas les Balkans et respectera Constantinople. Il est évident que c'est là le point le plus critique de la situation et que le jour où les armées russes marcheraient sur Stamboul, le cabinet anglais, malgré ses résolutions pacifiques et sa politique de non-intervention, serait bien forcé de sortir de son inaction.

Les gens qui se prétendent bien informés, affirment qu'une entente a eu lieu entre le prince Gortschakoff et lord Derby, et que la Russie a dit à l'Angleterre : « Laissez-moi régler la question d'Orient à ma guise et prenez des compensations où vous voudrez, la Crète et l'Egypte même. » Tout cela est bel et bien; mais les autres puissances assisteraient-elles indifférentes à ces remaniements territoriaux? Qu'aurait l'Autriche dans cette combinaison? Quel avantage en retirerait l'Allemagne, qui n'a pas l'habitude de donner sa part aux autres? L'Angleterre consentirait-elle à laisser l'aigle impériale d'Allemagne flotter à la Haye, à Rotterdam et à Anvers, en face de Londres? Qu'aurait l'Italie? Qu'aurait la France dans ce bouleversement de la carte de l'Europe ? C'est pourquoi nous ne croyons pas à l'authenticité de cette prétendue nouvelle.

Le parti révolutionnaire s'affirme de plus en plus comme le parti de l'étranger. Nous lui connaissons ce sentiment, nous ne pensions pas qu'il arriverait à le montrer avec cette impudence. Tous les journaux du parti, les modérés comme les intransigeants et les opportunistes, fouillent la presse étrangère, surtout la presse allemande, pour y trouver des articles où l'on menace la France des coups de la Prusse si elle ne reste pas républicaine.

Ce concours, qui devrait gêner les adversaires du maréchal, est, au contraire, celui dont ils se parent le plus. Parce qu'ils n'ont plus le sentiment national, ils espèrent que le pays tout entier manque de fierté et d'honneur, et votera pour la révolution du moment où la Prusse veut que celle-ci règne chez nous. Ils vont jusqu'à s'armer des menaces d'une feuille de la juiverie allemande pour peser sur le Sénat. Ils croient que les sénateurs du parti de l'ordre n'oseront voter la dissolution parce que M. Lasker, dans sa *Gazette nationale*, qui fut toujours hostile à la France, déclare que ce vote déplairait à Berlin. Jamais encore, chez nous, l'esprit de parti n'avait produit ce degré d'abaissement.

Tout cela prouve que M. de Bismarck connaissait déjà à fond et mieux que nous les hommes de la révolution, lorsqu'il reprochait à M. d'Arnim de ne pas comprendre que l'intérêt de la Prusse était de soutenir en France le parti républicain.

L'odieuse campagne que nous dénonçons ne peut réussir, L'amour de la paix ne fera pas disparaître le bon sens. Or le bon sens tout seul suffit, à montrer que la Prusse ne nous déclarera pas la guerre parce que le Sénat, dédaignant les menaces du juif asker, aimé de M. About, votera la dissolution de la Chambre des députés.

Quel Aveu !

L'*Echo universel* publie les lettres d'un Parlementaire très-mécontent, très-dépité, proche parent sans doute de M. le directeur de l'*Echo* et qui ne peut se consoler du départ de M. Jules Simon.

Le Parlementaire jette sur l'horizon politique un regard vague, mais triste. Dans sa douleur, il plaint tout le monde, la gauche comme la droite, et depuis le 16 mai, l'Etat lui paraît naviguer au milieu d'écueils auprès desquels Scylla et Charybde, de classique mémoire, ne sont que tourbillons de moulins.

Si les élections sont favorables aux conservateurs, pauvres conservateurs ! Si elles sont favorables aux radicaux, pauvres radicaux !

Le Parlementaire de l'*Echo* déclare très-nettement que dans cette dernière hypothèse surtout c'est fait de la République conservatrice et de la Constitution.

Le langage de cet homme d'Etat auquel le malheur a peut-être rendu quelque clairvoyance, ne laisse aucun doute :

« Il y a aujourd'hui dans la Constitution trois pouvoirs, combinés pour assurer au gouvernement républicain les garanties du régime constitutionnel; sur leur accord loyal et sans arrière-pensée *reposait l'édifice d'une République conservatrice, c'est-à-dire, capable de compter avec le temps, avec la tradition*, AVEC LES INTÉRÊTS.

« Au lendemain des élections nouvelles, il n'existerait plus, en fait, qu'un pouvoir dans la République : celui qui aurait reçu de la volonté nationale l'investiture la plus récente, la plus précise, la plus disputée et par conséquent la plus puissante. De ce jour, la République pondérée et constitutionnelle aurait fait place, quoi que l'on dise et que l'on fasse, à la RÉPUBLIQUE CONVENTIONNELLE. »

Jamais on n'a plus nettement découvert le péril social. Le proche parent de M. Jules Simon reconnaît que le triomphe du radicalisme aux prochaines élections aboutit fatalement à l'institution d'une République qui ne comptera plus avec les intérêts, à la destruction de la Constitution et aux horreurs d'une Convention.

C'est un aveu que nous retiendrons, pour la période électorale.

La guerre contre les indiens d'Amérique.

On mande de Cincinnati, 29 mai.

« Un télégramme spécial du camp Robinson annonce l'arrivée du chef Cheyenne « L'homme à la peau d'ours » venant du Nord, qui a apporté la nouvelle d'un grand combat livré par les indiens de la tribu du « Taureau posé » près du Rosebad, aux troupes commandées par le capitaine Ball, du 2e régiment de cavalerie. Il paraît que la bataille a duré toute la journée. Les indiens y ont eu quatre tués ou blessés, mais les blancs ont perdu 25 hommes. Les corps de ces malheureux ont été scalpés et mutilés de l'horrible façon usuelle aux sauvages. Les soldats avaient surpris les indiens dans leur camp dès l'aube, avant même que les vieilles squawes fussent sorties des tentes pour allumer les feux. La première charge trouva les sioux endormis et si peu préparés qu'ils durent s'enfuir en toute hâte de leurs huttes et du camp. Mais ils ne tardèrent pas à revenir et à charger à leur tour les troupes à qui ils reprirent les chevaux qui leur avaient été enlevés, dès le début. Ils s'emparèrent aussi d'une partie des mules, d'un convoi de munitions et de vivres destinés au camp des blancs. Ceux-ci, ayant dans un nouvel effort, repris possession du village indien, y mirent le feu et brûlèrent tout, tentes, huttes, provisions, etc.

« Deux Cheyennes sont arrivés depuis et ont confirmé le récit qui précède, auquel on n'avait ajouté d'abord foi que dans une mesure très-restreinte. Ils ajoutent que les indiens ont fui vers Pondei River. Le chef de la tribu dont il s'agit est surtout préoccupé du sort de ses chevaux perdus, et il a menacé de revenir assiéger le camp avec tous ses guerriers Tennis. Le « Dain boiteux » l'un des chefs, et son fils, sont, dit-on, au nombre des morts. »

Le *Wold New-York* a reçu de Chicago la nouvelle d'un engagement qui a eu lieu près de Tongues-Rivers le 7 mai. Le général Miles, à la tête de quatre compagnies du 2e régiment de cavalerie et de 25 hommes montés du 5e d'infanterie, a attaqué un village indien sur le Little Muddy Creek, à 90 milles de l'embouchure de Tongues Rivers. Les blancs les ont surpris et battus et ils les ont poursuivis l'espace de cinq milles. On a compté 14 Indiens morts sur les lieux mêmes et on sait qu'il y en a eu un grand nombre d'autres qui ont péri. On a saisi dans le village 1,450 chevaux et poulains et 54 cases avec une grande quantité de butin, selles, armes, uniformes d'officiers, pris au 7e de cavalerie à la bataille de Custer. Ces Indiens appartiennent à la tribu des Minne-Conyons et avaient pour chef le « daim boiteux » Les blancs ont eu quatre morts et 3 blessés dont un officier. Ce général Miles a failli être tué traitreusement par deux Indiens qui avaient fait mine de se rendre, et lui ont tiré dessus presqu'à bout portant, sans l'atteindre.

Les étudiants de Bordeaux

Quelques étudiants en pharmacie et en médecine des écoles de Bordeaux avaient envoyé, ces jours derniers, une protestation à la jeunesse italienne contre les prétendues « menées cléricales ». Cette protestation était, il n'est pas besoin de le dire, empreinte des idées les plus révolutionnaires et anti-catholiques.

Les journaux de Bordeaux publient aujourd'hui, la pièce suivante qui fait honneur à la majorité des jeunes gens des écoles de cette ville :

« Nous, étudiants en droit, soussignés, déclarons ne pas nous associer à la protestation adressée à la jeunesse italienne par des étudiants en pharmacie et en médecine, et par quelques étudiants en droit. Nous ne saurions reconnaître à une partie le droit de parler au nom de la Faculté entière. »

Suivent de nombreuses signatures.

Un point à remarquer, c'est que les signataires de cette protestation n'ont pas craint de livrer leurs noms à la publicité, tandis que les jeunes gens qui avaient rédigé l'adresse à la jeunesse italienne se sont bien gardés de publier les leurs.

Nous félicitons hautement, dit *l'Union*, ces jeunes gens de protester ainsi énergiquement contre les doctrines anti-sociales de quelques énergumènes.

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.

Paris, 12 juin 1877.

Nous avions hier le discours d'Amiens; nous possédons aujourd'hui celui d'Abbeville qui n'a pas beaucoup plus de signification. Il n'y a guère qu'un passage à noter, c'est celui où M. Gambetta, faisant allusion à une demande de dissolution adressée au Sénat, a dit :

« Une grande responsabilité pèsera sur ceux qui prendront part à cette délibération. Ils auront non-seulement à évoquer devant eux les intérêts de la France, intérêts extérieurs et intérieurs, mais encore les intérêts de la Constitution elle-même et des rapports des pouvoirs entre eux. »

Lorsqu'on songe que les radicaux ont plusieurs fois exprimé l'avis que lorsqu'ils seraient les plus forts et qu'ils pourraient provoquer la réunion du congrès, ils décréteraient la suppression du Sénat, on ne peut s'empêcher de penser qu'à Abbeville, par la phrase que je viens de citer, le chef de la gauche a voulu donner un avertissement au Sénat. Nouvelle preuve du reste que, ainsi que je vous l'ai dit, la gauche se soucie de la dissolution beaucoup moins qu'on se l'imagine. Mais la menace plus au moins voilée ne fera pas grande impression sur la Chambre haute, où la majorité de dissolution est acquise et ne sera pas entamée.

Ce qu'on perçoit de plus clair dans les deux discours d'Amiens et d'Abbeville, c'est que M. Gambetta n'ose pas faire acte d'audace et on le comprend quand on sait ce qui se passe dans les rangs de la gauche. Hier encore, les présidents des gauches ont tenu une réunion à Paris. On a beaucoup discuté, on a gémi sur le malheur des temps, mais on n'a jamais pu tomber d'accord sur les résolutions à prendre.

Pour des gens qui ont si bruyamment annoncé qu'ils partaient en guerre, ce n'est pas là un présage bien encourageant. On ne sait pas, en réalité, au juste, quelle attitude tenir, tant que le gouvernement gardera une attitude de Sphinx.

Or, le gouvernement n'a en aucune façon l'intention de faciliter l'action des gauches, en révélant ses plans. Il faut donc que les gauches s'ingénient à savoir ce qu'on fera et surtout ce qu'elles feront. Entre temps, elles lancent des ballons d'essai pour tâter l'opinion. C'est ainsi que vous verrez les journaux du parti annoncer que le gouvernement a l'intention d'interdire la réunion pleinière des gauches. Le cabinet considérerait, dit-on, comme illégale la réunion d'environ 360 membres d'une assemblée, délibérant en dehors du local ordinaire des séances. Vous comprenez avec quelle ardeur on exploiterait cette interdiction contre le cabinet. Atteinte aux privilèges parlementaires, étouffement de toute discussion libre, etc. etc. Vous voyez quel parti il y aurait à tirer de tout cela. Le malheur est que le gouvernement ne songe pas le moins du monde à empêcher la réunion et qu'on n'est pas fâché, au contraire, de voir si le centre gauche s'y rendra. Je vous disais hier qu'on avait des raisons de penser le contraire. Cette impression a chaque jour de nouveaux motifs de s'affermir. Le centre gauche reste allié, mais il ne veut pas être sujet. Il suivra probablement les résolutions prises à la réunion, si elle a lieu, mais il ne se soucie pas d'en assumer la responsabilité directe.

Ceci me donne l'occasion de démentir cette autre assertion que lors de la discussion à la Chambre des députés de l'interpellation dirigée contre le cabinet, M. Léon Renault aurait proposé de prononcer un discours. Sans doute, d'ici samedi, M. Léon Renault peut changer plusieurs fois d'avis, mais à l'heure où je vous écris, il ne semble pas du tout disposé à jouer un rôle actif. Parmi les signataires du manifeste des gauches, il est un des tard-venus et on prétend qu'au fond, il n'a point signé de très-bonne grâce. Tout donne lieu de penser qu'au jour de la discussion, il restera autant que possible dans la coulisse. Je serais bien surpris qu'il en fût autrement.

Une réunion des sénateurs de la gauche doit avoir lieu, ce soir, à Paris. Les sénateurs, absents, ont été invités par dépêche à être exacts. Ce fait indique qu'on attache à la réunion une grande importance. On discutera tout à la fois et la question de la dissolution et la nomination des sénateurs inamovibles. On est très-frappé dans le monde politique du soin que met le garde des sceaux à conserver à tous les mouvements dans le personnel judiciaire un caractère purement hiérarchique. Les ministres de gauche n'avaient pas toujours ses scrupules, et leurs amis sont étonnés de tant de réserve. Vous remarquerez que plusieurs de ces mouvements ont été déjà publiés et qu'aucune critique sérieuse

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix*
DU 14 Juin 1877

— 15 —

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

VII.

(*suite*)

— Que voulez-vous ? dit Marthe en reposant sa tête sur l'oreiller.

— Puis-je causer un peu avec vous ? demanda Pauline avec ses inflexions de voix les plus caressantes.

— Si vous voulez. Cependant j'aimerais mieux être seule.

— C'est que j'ai quelque chose à vous dire, fit la demoiselle de compagnie en s'asseyant auprès du lit.

Une fois entrée, que Marthe voulût ou non l'écouter, elle était bien sûre de ne pas sortir avant d'avoir défilé son chapelet.

Marthe se retourna avec un mouvement d'ennui; Pauline n'en tint pas compte; elle s'installa confortablement dans son fauteuil et regarda mademoiselle Milaguine avec commisération. Celle-ci, les yeux fermés, ne pensait qu'à se débarrasser au plus vite de cette compagnie incommode, en feignant un invincible sommeil.

— M. Michel est parti pour l'étranger... dit mademoiselle Hopfer de sa voix la plus suave.

Marthe ouvrit les yeux et la regarda en face.

— Eh bien ? dit-elle tranquillement.

— Je savais bien que je te ferais desserrer les lèvres ! pensa Pauline. — Mais il n'est pas parti... seul, ajouta-t-elle en appuyant sur le dernier mot.

Marthe se souleva sur le coude et foudroya Pauline d'un « Que voulez-vous dire ? » indigné.

— Non, M. Michel n'est pas parti seul; il emmène avec lui...

Marthe ne questionnait pas. Pauline fut forcée d'achever.

— Un enfant...

— Je ne vois rien là d'extraordinaire, fit Marthe en se recouchant; tout le monde peut emmener un enfant.

— Un enfant qui lui ressemble étonnamment... ajouta Pauline.

La gouvernante n'avait pas perdu son temps; sa femme de chambre, restée la veille à Pétersbourg, avait eu le loisir de faire causer le cocher d'Avérief qui lui faisait la cour, et, le matin venu, elle s'était hâtée de venir reporter le tout à sa maîtresse, dont elle admirait le génie sans en connaître la profondeur.

Marthe avait refermé les yeux; mais la pâleur de son visage annonça à Pauline que le coup avait porté.

— Un enfant de trois ans, une petite fille qui lui ressemble, et pour laquelle il est venu hier me demander une gouvernante... sous le sceau du secret, vous comprenez, mademoiselle.

— Et vous lui en avez procuré une ? dit Marthe avec dégoût.

— J'ai cru bien faire...

Un éclair des yeux de la jeune fille prouva à Pauline que, si elle avait cru bien faire, elle s'était trompée. La demoiselle de compagnie ajouta aussitôt :

— Vous savez, mademoiselle, les pauvres filles sans position sont bien à plaindre; il s'en trouvait une justement qui était venue me demander une place le matin même, — je ne la connais presque pas, — je l'ai indiquée à M. Avérief qui s'est arrangé avec elle.

Un silence suivit.

— Il l'a emmenée à l'étranger avec la petite, reprit-elle.

— Qu'est-ce que cela peut me faire ? dit tout à coup Marthe en s'asseyant sur son lit. Pourquoi me racontez-vous tout cela ?

— Mais, mademoiselle, répondit Pauline, qui avait longuement paré ce coup certain, dans une maison où il n'y a pas de mère, les jeunes filles doivent être soigneuses de la renommée de ceux qui sont reçus chez leur père; et, lorsqu'un scandale public éclate au grand jour, il faut en être informé, afin de prendre ses précautions.

— Un scandale public ! répéta Marthe en portant ses mains à ses yeux comme pour leur cacher le spectacle de cette honte. Qu'y a-t-il donc ?

Alors Pauline, venue à ses fins, narra longuement le petit roman qu'elle avait inventé la veille. Michel avait à Pétersbourg une maîtresse, une femme mariée ! dont il avait eu cette petite fille; au commencement de l'automne, ils s'étaient querellés et elle était partie pour l'Italie; mais Michel avait voulu garder l'enfant; — seulement ils s'étaient raccommodés par lettres, car Michel en était passionnément amoureux, et ils étaient convenus de sceller leur réconciliation en Italie.

Michel avait reçu la veille une lettre et un télégramme; aussitôt il avait pris son congé, et il avait emmené l'enfant que sa mère ne voulait plus quitter.

— Voilà pourquoi, mademoiselle, il était si assidu chez nous cet hiver; il ne savait où passer ses soirées. Il a dit qu'il reviendrait dans quinze jours, — ce n'est pas vrai; il restera là-bas, ou, s'il revient, ce sera avec elle. On dit même qu'elle a demandé le divorce et qu'il veut l'épouser.

Pauline avait mêlé si adroitement des faits réels avec des suppositions fausses, que le tout avait un air de vraisemblance très-passable. Le brusque départ du jeune homme laissait en effet le champ libre à bien des conjectures.

— Qui vous a dit tout cela ? demanda soudain Marthe, qui s'était levée.

— Tout le monde, mademoiselle ! C'est le bruit de la ville : on ne parle que de cela.

— Mais vous, comment l'avez-vous su ? Par les domestiques ?...

Cette dernière interrogation, lancée sur un ton de mépris indicible, frappa Pauline au cœur, toute bronzée qu'elle fût à cet endroit.

— J'ai cru devoir m'informer, mademoiselle, pour l'honneur de cette maison et le vôtre, M. Michel venait bien souvent ici, il est beau, vous êtes jeune...

— Assez ! dit Marthe d'une voix étranglée, indice chez elle de l'extrême indignation; c'est à mon père qu'il faut dire de telles choses, je ne dois pas les entendre !

— Mademoiselle...

— Assez ! vous m'outragez !

— Je vais aussi le dire à M. Milaguine, mademoiselle Marthe... mais vous n'avez guère de reconnaissance pour la pauvre gouvernante qui vous a élevée et qui vous aime comme une mère !...

Elle larmoyait à ravir. Marthe indécise se reprochait intérieurement d'avoir semblé prendre trop à cœur cette révélation; elle se laissa baiser les mains, afin d'être plus tôt quitte, et congédia sa demoiselle de compagnie en lui disant qu'elle n'aimait pas les cancans et que celle-ci aurait dû y penser avant de lui en rebattre les oreilles.

Pauline s'en alla soumise, sur la pointe du pied, tranquille sur les résultats de sa confidence.

Elle se garda bien d'en dire quoi que ce fût à M. Milaguine; celui-ci n'aurait pas manqué de prendre des informations qui, sans détruire absolument tout le beau roman de l'ambitieuse déclassée, auraient fortement ébranlé l'édifice de ses mains charitables.

Elle savait d'ailleurs, à n'en pas douter, que Marthe ne parlerait pas à son père de ce qu'elle venait d'entendre; elle savait non moins bien que jamais M. Milaguine ne faisait allusion devant ses enfants aux histoires plus ou moins légères qui couraient dans le monde; et, fière des résultats de sa diplomatie, elle alla se faire belle pour le dîner de fête.

VIII

Aussitôt que Pauline fut sortie, Marthe ferma sa porte à clef, puis elle ouvrit la fenêtre : l'air lui semblait impur. Elle regarda longuement les allées feuillues et la Néva qui en baignait le gazon. Le soleil avait disparu derrière les massifs. Le fleuve coulait bleu, presque froid d'apparence ; tout était changé depuis le matin ; la lumière, le scintillement, l'air de fête avait disparu : restait la réalité froide et triste...

Marthe s'assit près de la fenêtre. Elle ne pleura pas : les sources de son cœur s'étaient soudainement taries ; — des années devaient s'écouler avant qu'elle retrouvât le don des larmes. Ses idées n'étaient pas bien nettes... J'ai vingt ans aujourd'hui, se disait-elle par moments, et cette pensée, qui ne se liait à aucune de ses impressions présentes, avait pour elle une amertume inexplicable. Elle se rappelait les causeries de l'hiver dans le cabinet de verdure de son salon.

(*A suivre*).